

# Injonction de se spécialiser

*Niches d'avenir, esprit business, cursus international...  
Les pépites juridiques font mouche auprès des recruteurs.*

**A**ux entreprises qu'elle démarche pour placer ses étudiants, Anne-Dominique Merville, responsable du master droit pénal financier de l'université de Cergy-Pontoise, assure sans complexe : « En France, on vante beaucoup le profil des élèves des grandes écoles, mais nos étudiants sont aussi bons ! » Et d'offrir à la trentaine d'heureux élus admis chaque année dans son programme des contrats d'apprentissage-clés en main. Belle opportunité, à laquelle s'ajoute un partenariat avec l'Essec. A la sortie, ses diplômés obtiennent des conditions d'emploi et de salaires plus que favorables.

Dans les facs juridiques, les pépites comme celle-ci sont nombreuses. « Aix, Nancy, Strasbourg, Bordeaux, Toulouse... Toutes ces universités, et pas seulement les parisiennes, proposent d'excellents masters dont sont issus les 50 stagiaires et 20 jeunes collaborateurs que nous recrutons chaque année », confirme Vincent Le Baron, secrétaire général à Paris du cabinet Freshfields Bruckhaus Deringer.

## Marché actif

Bonne nouvelle, en dépit de la crise de 2008, le marché reste actif : « On ne trouve plus de juristes au-dessous de 30 000 euros brut par an, et pour certaines spécialités, comme le droit social, nous sommes face à une pénurie de candidats », explique Estelle Raoul, directrice senior chez Page Personnel. Pour ceux qui choisiront d'obtenir le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) en plus du master, les perspectives de carrière sont encore meilleures. Les universités de La Rochelle, de Paris 2-Panthéon-Assas, d'Aix-Marseille, de Paris-Dauphine, de Nancy ou de Cergy-

Pontoise sont bien repérées par les recruteurs. Et les évolutions de carrière sont au rendez-vous : « Au bout de deux ou trois ans, on peut obtenir des packages de 47 000 euros », indique Estelle Raoul. Mais le clivage se creuse entre les avocats qui réussissent, gagnant très bien leur vie, et les autres. « Il faut mettre en place très tôt une stratégie d'excellence », conseille Sophie Schiller, responsable du master droit des affaires de Paris-Dauphine.

Une excellence qui passe de plus en plus par une « vision business » indispensable pour devenir avocat ou juriste d'entreprise. « Le jeune professionnel doit être à même de comprendre la stratégie de l'entreprise, il ne peut se contenter de gérer des

**« Le jeune juriste ne peut se contenter de gérer les dossiers sur les aspects techniques du droit. »**

**Sylvie Thomasset-Pierre**, directrice du master droit et ingénierie financière de Lyon 3.

dossiers sur les aspects techniques du droit », explique Sylvie Thomasset-Pierre, responsable du master droit et ingénierie financière de Lyon 3. Elle glisse aussi ce conseil : « Le droit des affaires comporte beaucoup de spécialités : fiscalité, propriété intellectuelle, assurances, finance... C'est important au moment de choisir un master, il est essentiel d'étudier de près les maquettes pédagogiques, car on est meilleur lorsqu'on étudie les disciplines que l'on aime. »

## Partenariats-clés

Et il n'y a pas que le droit des affaires. Certains programmes insèrent sans difficulté leurs diplômés grâce à des spécialités futées et des ►►

## 10 masters en vue

Master UNIVERSITÉ	Nombre de candidats	Nombre d'étudiants par promotion	Durée de la formation	Salaire annuel brut moyen à l'embauche (en euros)
<b>Droit et pratique des assurances BORDEAUX 4</b>	250	20	1 an	30 000
<b>Droit pénal financier CERGY-PONTOISE</b>	314	30	1 an	40 000
<b>Droit et ingénierie financière LYON 3-JEAN-MOULIN</b>	350 (M1) 300 (M2)	30 (M1) 0 à 5 (M2)	2 ans	39 500
<b>Juriste manager des structures sanitaires et sociales LYON 3-JEAN-MOULIN</b>	32 (M1) 65 (M2)	24 (M1) 25 (M2)	1 ou 2 ans	35 000
<b>Droit bancaire et financier PARIS 1-PANTHÉON-SORBONNE</b>	300	26	1 an	50 000
<b>Droit de l'immobilier et de la construction PARIS 2-PANTHÉON-ASSAS</b>	290	30	1 an	35 000
<b>Droit des affaires et de la fiscalité PARIS 2-PANTHÉON-ASSAS</b>	350	25	1 an	70 000 (1)
<b>Droit des affaires PARIS-DAUPHINE</b>	350	30	1 an	48 000
<b>Droit des activités spatiales et des télécommunications PARIS-SUD</b>	145	21	1 an	38 000 (2)
<b>Concurrence, consommation et droit de la propriété industrielle RENNES 1</b>	80	16	1 an	34 000

(1) Honoraires. (2) Pour 70% de la promotion.